

Que faisaient les femmes françaises pendant la Grande Guerre ?

Texte écrit et présenté par Claude et Jean-Stéphane BINET

Rocquencourt, 18 mars 2015



Régie : HUGO

Claude et Jean-Stéphane BINET

Les paysannes, gardiennes du territoire national

Dès l'été 1914 (mobilisation générale le 2 août), les femmes remplacent les hommes partis au front. Elles permettent ainsi de nourrir les civils et les soldats. Les paysannes sont les premières sollicitées pour contribuer à cet effort. Le Président du Conseil les appelle à achever les moissons et à ne pas oublier les travaux de l'automne.

En plus d'assurer le quotidien de la ferme, elles se consacrent à la culture des champs. Bien qu'aidées par les personnes âgées et par les enfants, elles dirigent les exploitations dans bien des cas à la limite du surmenage et de l'épuisement. Les chevaux étant réquisitionnés par l'armée, on voit des femmes se mettre à plusieurs pour tirer elles mêmes une charrue.



A cela s'ajoute le poids de l'éloignement du mari et du (des) fils. Les paysans sont envoyés prioritairement au front, les ouvriers et les employés étant affectés plutôt à des missions de soutien de

l'armée. Les paysannes sont donc confrontées plus que les autres femmes au veuvage. 850.000 femmes ont pris la tête de l'exploitation agricole, aidées de 300.000 épouses d'ouvriers agricoles.

En France, à la fin de la guerre, 3 millions d'hectares sont impropres à l'agriculture (obus, cadavres d'hommes ou d'animaux).

Les ouvrières, de la confection à l'armement

La mobilisation en 1914 entraîne une baisse de 20 % des effectifs de la main d'œuvre masculine dans les usines. Les femmes travaillent déjà dans les ateliers de confection, notamment pour coudre des vêtements pour l'armée. Mais on va les trouver aussi dans les conserveries, les chocolateries et dans la métallurgie.

Après les premières semaines de guerre, au vu entre autres des faiblesses de l'artillerie française, il est décidé de développer la production d'armements, en particulier celle d'obus. Attirées par de meilleurs salaires (46 centimes de l'heure contre 40 ailleurs), les femmes sollicitent de plus en plus de postes dans les usines de la défense nationale.



A partir de juillet 1916, l'emploi des femmes y est déclaré prioritaire. Les ouvrières en usine d'armement travaillent 10 h par jour dans de mauvaises conditions, les lois sur l'insalubrité des locaux ayant été suspendues en 1915. Elles sont au contact de fumées toxiques, de gaz, de produits corrosifs et de machines coupantes utilisées sans gant. Pendant ce temps, des nourrices s'occupent des enfants du personnel.

Les ouvrières sont très nombreuses à participer, en 1917, aux grèves et aux manifestations lancées par leurs consœurs de la confection pour obtenir une augmentation des salaires et le retour des maris partis au front. Dès la fin de la guerre, les usines d'armement ferment et les 25 % de femmes qui y travaillent sont renvoyées dans leur foyer avec une maigre indemnité.

On trouve également des femmes pompiers ou aux leviers d'aiguillage.

Les espionnes, soldats sans armes

En France, il a été parfois reproché par les soldats aux femmes de n'avoir pas su se mobiliser pour faire la guerre en 1914. Mais quand elles en ont accepté l'idée, aucune offre ne leur a été faite d'entrer dans l'armée. Elles sont plusieurs à demander, dès le début du conflit, la création d'un « service auxiliaire » féminin de la Défense nationale. Un refus leur est opposé.

Des femmes vont cependant trouver une occasion de participer à une autre forme de combat en s'engageant comme espionnes. Bien que mené sans arme à feu, l'espionnage est très dangereux et peut entraîner le sacrifice de sa vie, comme l'a montré le destin tragique de la catholique lilloise Louise de Bettignies, morte dans un bagne allemand en septembre 1918, après être entrée au sein de l'Intelligence Service et avoir animé un vaste réseau depuis les territoires occupés du nord de la France et de la Belgique.



De part et d'autre du front, il est fait appel à des femmes, souvent polyglottes, pour devenir espionnes à partir de 1915. Les commandements veulent remplacer les hommes espions, plus facilement repérables que les femmes. Elles ne font pas l'unanimité dans l'opinion française, compte tenu des méthodes de séduction auxquelles certaines espionnes ont recours.

Ainsi, Mata Hari fut recrutée par les Services secrets français (contre la promesse d'une somme d'un million qui ne sera jamais versée) mais elle espionna beaucoup de monde dans des pays différents. Elle fut fusillée comme espionne à Vincennes en octobre 1917. Son corps, confié à la faculté de médecine de Paris, fut disséqué par des étudiants en médecine, puis incinéré, et ses cendres déposées dans une fosse commune. Il ne reste donc aujourd'hui plus rien de la dépouille de Mata Hari.

Les infirmières, consolatrices des blessés

Les personnels de santé ont rarement vu une telle accumulation d'horribles blessures et de corps fracassés que durant la Grande Guerre (4.266.000 blessés pour la seule France). Comme on pense que la guerre sera brève, aucun hôpital n'a été prévu près de la frontière à l'est et au nord. Les régiments ne peuvent compter que sur les médecins et les unités d'infirmiers qui leur sont attachés.

Les autorités corrigent rapidement la situation et les hôpitaux de campagne se multiplient le long de la ligne de front à partir du début de 1915.



Un grand nombre d'infirmières sont engagées après une formation accélérée. Les candidates abondent. Parmi les premières à se porter volontaires il y a 1.000 religieuses qui avaient été chassées des services hospitaliers après 1905 et qui sont rappelées. La Croix Rouge française forme 7.000 bénévoles.

Ces effectifs sont renforcés par des infirmières venues d'Angleterre, des Etats Unis et du Canada. Outre les soins donnés dans des conditions pénibles, les infirmières apportent la douceur qui console des hommes torturés par d'extrêmes douleurs. En reconnaissance, plusieurs d'entre elles sont décorées de la Croix de guerre et de la Légion d'Honneur.

En plus, les civils comme les combattants ont été brutalement frappés par un mal inattendu, la grippe espagnole, dont la propagation a été facilitée par les mouvements de population et l'affaiblissement physique des individus, suite aux privations de toutes sortes.



Marie Curie a déjà reçu le prix Nobel de physique et de chimie lorsque la guerre éclate. Comprenant que cette guerre sera longue et meurtrière, elle décide aussitôt d'équiper une camionnette de matériel de radiographie et se rend sur le site de la bataille de la Marne. L'hôpital de campagne dont elle s'occupe se distingue par le peu de décès enregistrés. En plus de l'aide du Dr Claudius Regaud, un de ses collaborateurs, Marie Curie reçoit celle de sa fille Irène, âgée de 17 ans. Elle équipe rapidement d'autres véhicules, surnommés par les soldats « les petites Curie ».

. Les rayons X permettent alors d'améliorer les conditions d'opérations chirurgicales.



Edith Cavell est née en 1865 dans le Norfolk où son père était pasteur anglican. Après avoir obtenu son diplôme d'infirmière en 1895, elle s'en va en 1906 diriger l'Institut médical de Bruxelles. En 1914, la Croix Rouge installe un hôpital dans son établissement ; elle y soigne les blessés des armées.

Point stratégique, son établissement est alors transformé en un centre d'accueil pour les soldats français, belges et anglais désireux de rejoindre l'armée en passant par les Pays-Bas. Elle devient ainsi un maillon important de ce réseau d'évasion du nord de la France vers la Hollande via Bruxelles.

De novembre 1914 à juillet 1915, 200 personnes peuvent ainsi s'évader de la zone d'occupation allemande. Dénoncée et arrêtée le 15 juillet 1915, elle sera condamnée à mort pour « intelligence avec l'ennemi » et exécutée en octobre 1915.

Les veuves, une difficile reconnaissance

« *Honneur aux femmes qui cherchent sur les champs de bataille la tombe de leurs maris* ». Lors d'un discours prononcé après le 11 novembre 1918, en hommage aux héros de la guerre, le président de la République, Raymond Poincaré, n'a pas oublié les femmes. L'hommage présidentiel vise à consoler les femmes qui, en plus du malheur qui les accable, doivent multiplier les démarches pour faire reconnaître leur veuvage. L'annonce officielle de la mort du mari soldat n'intervient que plusieurs mois après, et il y a aussi beaucoup de morts non identifiables.

On dénombre en 1918 près de 4 millions de veuves (600.000 en France) et 8 millions d'orphelins dans l'ensemble des pays belligérants.

Les veuves se mettent en quête du corps de leur mari en se rendant dans les cimetières du front pour avoir accès aux fosses communes, mais cela n'est plus possible à partir de 1919, ou en fouillant les champs de bataille. Pour avoir droit à la pension de veuve de guerre, la loi (votée en 1916) précise que le mari doit être tombé au front. Impossible donc de se prévaloir d'une disparition. Les cas de concubins ou de fiancés ne sont pas non plus pris en compte.

La pension des veuves est de 800 francs par an, avec 500 francs supplémentaires par enfant mineur. Après la guerre, alors qu'il est demandé aux femmes de laisser les emplois aux hommes revenus du front, cette somme est jugée insuffisante par elles. Les associations de veuves protestent contre une absence de véritable statut dans la loi qui leur retire la pension en cas de remariage (42 % des veuves se sont remariées).



Certains monuments aux morts traitent ce problème.

Les « Mairaines de guerre », solidaires des poilus

Les femmes manifestent, dès le début de la guerre, un grand élan de solidarité avec les soldats, dicté à la fois par la compassion et le patriotisme. Il prend plusieurs formes. Outre les infirmières qui s'engagent par milliers au front ou à l'arrière, se crée un vaste réseau féminin de soutien aux poilus, celui des « mairaines de guerre », initiative spécifique des Françaises, encouragées par les autorités dans un premier temps.

La mairaine entretient une correspondance avec le « filleul » qui est, en principe, choisi avec l'accord de l'officier commandant de l'unité. Elle lui envoie des colis de denrées et, à partir de 1916, peut même le recevoir en permission dans sa famille. La presse passe des petites annonces de femmes et de soldats. Ce mouvement, promu par Madeleine Clémenceau-Jacquemaire, fille de Georges Clémenceau, concourt à la consolidation du moral des troupes en venant notamment en aide à de jeunes soldats sans attaches. Les institutrices se révèlent des mairaines très actives ; elles connaissent l'art d'écrire des lettres et font adopter des filleuls par leurs élèves.

1 million de lettres s'échangeaient chaque jour entre l'arrière et le front ; les lettres des femmes ont presque toutes disparu dans la boue des tranchées ; on ne sait donc pas ce qu'elles ont raconté de leur propre combat, de leur travail, de leur vie, de leurs états d'âme. Mais les réponses des hommes ont été mieux conservées, donnant des informations essentielles sur la vie au front.



Cet engouement patriotique est aussi partagé par les stars féminines de la scène, qui participent à la distraction des soldats au front dans le cadre du Théâtre aux armées, fondé par le peintre Georges Scott. Parmi elles, les actrices Sarah Bernhardt, Béatrix Dussane ou Musidora.

Autres activités des Françaises :

La prostitution

Deux métiers ont eu souvent un destin partagé : les soldats et la prostitution.

Ce fut particulièrement le cas lors de la Grande Guerre. Afin d'enrayer les maladies, l'armée française a même dû contrôler et organiser la prostitution.

Dans les lupanars des camps militaires, certaines femmes faisaient jusqu'à 100 passes par jour avec des hommes de toutes races, de toutes couleurs et ... de propretés diverses.

Très vite les médecins militaires font part de leur inquiétude quant à la propagation des maladies. De 20 à 30 % des hommes ont attrapé la syphilis pendant la guerre. N'oublions pas qu'un soldat éloigné du front pour traitement médical, c'est un soldat de moins face à l'ennemi.

Au cours de l'été 1915, l'armée prend des premières mesures pour tenter d'enrayer ce fléau ; elle met en place des dispensaires. Durant le dernier semestre du conflit en 1918, l'état-major français franchit même un nouveau palier en important le concept des BMC (Bordels Militaires de Campagne), déjà utilisés par l'armée d'Afrique depuis la conquête de l'Algérie. Le tout dernier BMC a fermé ses portes à Kourou en 1995 (un proxénète avait porté plainte pour concurrence déloyale).

Quelques chiffres pour finir

En France, il y a eu 1,4 million de morts militaires et 300.000 morts civils, soit 27 % des 18-27 ans. Mais Antoine Prost, historien, estime que le nombre de tués a été largement sous-évalué.

52 % des jeunes français âgés de 20 ans en 1914 ont disparu à l'issue du conflit.

La participation des femmes à l'effort de guerre n'a pas entraîné d'avancée sur la question des droits politiques puisqu'il faudra attendre le 21 avril 1944 pour que les femmes aient le droit de vote. Notons que ce droit ne fut attribué aux militaires de carrière qu'en août 1945 et aux Français d'outre mer qu'en avril 1946.

Claude et Jean-Stéphane BINET